



PRÉFET DE L'ARDÈCHE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne Rhône-Alpes
Unité interdépartementale Drôme-Ardèche

Arrêté préfectoral complémentaire n°07-2023-05-31-00001 prenant acte du recours aux moyens des services d'incendie et de secours de la société BRENNTAG à ANDANCE

Le Préfet de l'Ardèche
Chevalier de la légion d'honneur

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.513-1 et R.181-46 ;

VU le décret NOR INTA2100151D du 6 janvier 2021 portant nomination de Monsieur Thierry DEVIMEUX en qualité de préfet de l'Ardèche ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2007-15-6 du 15 janvier 2007 modifié délivré à la société BRENNTAG ;

VU l'arrêté préfectoral n°07-2022-08-22-00002 du 22 août 2022 portant délégation de signature à Madame Isabelle ARRIGHI, secrétaire générale de la préfecture de l'Ardèche ;

VU l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;

VU l'article 43-2-2 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé qui dispose :

« Si l'exploitant prévoit, dans la stratégie définie au point 43-1 du présent arrêté, un recours aux moyens des services d'incendie et de secours, le concours de ces derniers :

- est sollicité auprès du préfet, en précisant si ce recours est temporaire, le temps de réaliser les travaux permettant de respecter notamment les exigences fixées au point 43-3-3 du présent arrêté, ou si ce recours est permanent. En cas de réponse négative, l'exploitant définit une stratégie de lutte contre l'incendie qui ne prévoit pas le recours aux moyens des services d'incendie et de secours ;*
- est approuvé par arrêté préfectoral ;*
- est limité aux moyens matériels non consommables et au personnel d'intervention en complément des moyens de l'exploitant ;*
- implique la transmission par l'exploitant des informations nécessaires pour permettre à ceux-ci d'élaborer une réponse opérationnelle adaptée. »*

VU l'article 36-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé qui dispose :

« Dans le cas d'un site visé au premier alinéa de ce point 36-1 sous télésurveillance :

- système de détection de présence de liquides, telle que visée à l'article 22-9 du présent arrêté, est obligatoire et entraîne l'intervention d'une personne apte à intervenir et compétente dans un délai maximum de trente minutes ;*
- un système de détection d'incendie est obligatoire et actionne automatiquement le refroidissement des installations voisines. Une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'extinction est présente dans un délai inférieur à trente minutes après déclenchement de ce dispositif.*

Les délais fixés dans les deux alinéas précédents peuvent être portés à soixante minutes pour les stockages d'une capacité réelle inférieure à 1 500 mètres cubes, sous réserve de l'accord préalable des services d'incendie et de secours. »

VU l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 ;

VU le courrier 29 juin 2016 de la société BRENNTAG sollicitant le recours aux moyens du SDIS et une augmentation du délai d'intervention d'une personne apte à intervenir sur le site hors période ouvrée, ce qui le porterait à 60 min ;

VU la stratégie de défense contre l'incendie transmis le 22 avril 2022 et complétée le 13 décembre 2022 par la société BRENNTAG ;

VU le courrier du 13 décembre 2022 dans lequel la société BRENNTAG informe ne pas être soumise aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation car moins de 100 t de liquides inflammables en petits contenants sont stockés ;

VU l'avis favorable du SDIS du 14 février 2023 pour le recours aux moyens du SDIS ;

VU l'avis défavorable du SDIS du 14 février 2023 pour l'augmentation du délai d'intervention d'une personne apte à intervenir sur le site hors période ouvrée ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 23 mars 2023 ;

VU la transmission du projet d'arrêté préfectoral faite à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé réception du 11 avril 2023

VU l'absence d'observations de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que le site n'est pas soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation, car il stocke moins de 100 t de liquides inflammables en petits contenants ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'acter le recours aux moyens du SDIS ;

SUR proposition de madame la secrétaire générale de la Préfecture de l'Ardèche ;

Arrête

Article 1 – Bénéficiaire de l'autorisation

La société BRENNTAG (n° SIRET : 70980178100374), dont le siège social est situé 90 avenue du Progrès à CHASSIEU (69680), est autorisée à poursuivre l'exploitation des installations situées Zone d'Activités à ANDANCE (07340) sous réserve des dispositions du présent arrêté.

Article 2 – Recours aux moyens des services de secours

Le présent arrêté prend acte du recours permanent aux moyens des services de secours en cas d'incendie dans le cadre de l'article 43-2 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé.

L'exploitant met en place, d'ici le 30 juin 2024, un système d'extinction automatique dans les deux cuvettes de rétention des réservoirs de liquides inflammables. Il est dimensionné pour l'extinction en 20 minutes selon les dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé.

Article 3 – Refus d’augmentation du délai d’intervention pour la mise en œuvre des premiers moyens d’extinction

La dérogation relative à l’augmentation de la durée d’intervention pour la mise en œuvre des premiers moyens d’extinction n’est pas accordée selon les dispositions prévues à l’article 36-1 de l’arrêté ministériel du 3 octobre 2010. Les dispositions suivantes sont maintenues :

« Dans le cas d'un site visé au premier alinéa de ce point 36-1 de l’arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé sous télésurveillance :

– un système de détection de présence de liquides, telle que visée à l'article 22-9 du présent arrêté, est obligatoire et entraîne l'intervention d'une personne apte à intervenir et compétente dans un délai maximum de trente minutes ;

– un système de détection d'incendie est obligatoire et actionne automatiquement le refroidissement des installations voisines. Une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'extinction est présente dans un délai inférieur à trente minutes après déclenchement de ce dispositif. »

Article 4 - Délais et voie de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l’installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l’affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi d’une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n’ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n’ont élevé des constructions dans le voisinage d’une installation classée que postérieurement à l’affichage ou à la publication de l’arrêté autorisant l’ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l’objet d’une demande d’organisation d’une mission de médiation, telle que définie par l’article L. 213-1 du Code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Lyon.

Article 5 - Publicité

Conformément aux dispositions de l’article R.181-44 du Code de l’environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu’une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de ANDANCE pendant une durée minimum de quatre semaines.

Le maire de ANDANCE fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de l’Ardèche, l’accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 - Exécution - Ampliation

Le secrétaire général de la préfecture de l'Ardèche, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, le responsable du projet et le maire de ANDANCE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à Privas le

3 1 MAI 2023

Pour le préfet,
La secrétaire générale,

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'Isabelle Arrighi', with a stylized flourish at the end.

Isabelle ARRIGHI